

## Articles

- 1 Éditorial : Quel gâchis !  
par **Benoît Van Keirsbilck**
- 3 Tribune : À onze ans, dans le lit de Michaël Jackson,  
par **Jean-Yves Hayez**
- 4 Courriers de lecteurs relatifs au numéro précédent du journal consacré à l'aide sociale aux familles en séjour illégal
- 6 Bon anniversaire Everberg...  
par **Fabien Greffe**
- 7 La construction sociale de la souffrance chez les juges de la jeunesse,  
par **Virginie Deprez**
- 14 Non, la fugue n'est pas un délit !  
par **Benoît Van Keirsbilck**

## Jurisprudence

**C. E. (Réf.) – 1<sup>er</sup> mars 2005**

Droit des étrangers – Mineur non accompagné – Recherche d'une solution durable – Contact avec l'ambassade belge dans le pays d'origine – Refus de séjour avec délivrance d'un ordre de reconduire avant la réponse de l'Ambassade – Violation du principe de bonne administration – Erreur manifeste d'appréciation – Moyen sérieux – Absence d'attache dans le pays d'origine – Pas de vérification des possibilités d'accueil – Pas de solution durable – Risque de préjudice grave et difficilement réparable.

**Cass. (2<sup>ème</sup> ch.) - 14 janvier 2004**

Exécution de l'arrêt par le ministère public - Mise en œuvre des mesures d'aide contrainte : ce qui, dans l'application d'une mesure décidée par un magistrat, relève des décisions à caractère administratif

**Cass. (ch. vac.) - 27 juillet 2004**

Les pièces des procédures qui ont été ouvertes devant le tribunal de la jeunesse et qui concernent la personnalité du mineur intéressé et le milieu où il vit ne peuvent être utilisées dans le cadre des poursuites pénales.

**Cass. (2<sup>ème</sup> Ch.) - 16 octobre 2002**

Peine - Amende - Conversion en euros d'une amende infligée en francs belges - Loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro - Mesure transitoire - Non-rétroactivité de la loi pénale plus sévère

34

## Document

- 22 Circulaire OOP 30bis du 3 janvier 2005 concernant la mise en oeuvre des lois du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, du 7 mai 2004 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et la nouvelle loi communale et du 17 juin 2004 modifiant la nouvelle loi communale

## Travaux parlementaires

- 30 La scolarité des enfants roms

## Fiche - JDJ

- 42 La responsabilité civile des parents

**Cass. (1<sup>ère</sup> ch.), 24 octobre 2002.**

Pension alimentaire – À charge du père présumé – Fondement – Preuve – Analyse sanguine ou tout autre examen – Admissibilité.

34

**Cass. (2<sup>ème</sup> ch.), 11 février 2003**

Peine de travail – Peine principale – Formalités – Obligation de motivation.

34

**Cass. (3<sup>ème</sup> Ch.) - 3 mars 2003**

- 31 Prescription - Interruption - Citation en justice - Protée - Demande reconventionnelle

34

**Cass. (2<sup>ème</sup> Ch.) - 2 mars 2004**

Abandon de famille - Élément matériel - Délai de paiement d'une pension alimentaire - Frais de scolarité

35

**Cass. (2<sup>ème</sup> ch.) – 23 mars 2004**

Droits de la Défense - Système de défense – État d'esprit et attitude du prévenu à l'égard des victimes en cours de l'instruction.

35

**Cass. (2<sup>ème</sup> Ch.) - 20 avril 2004**

Matières pénales - Rétractation d'un arrêt - Annulation par la Cour d'arbitrage - Conditions de recevabilité d'une demande de rétractation

35

(...)